

Table des matières

I	La gouvernance économique et politique mondiale.	2
1.1	L'instauration du système de Bretton Woods	2
1.2	La fin du système de Bretton Woods	3
1.3	Un GATT à bout de souffle	4
1.4	Libéralisme des années 1980	4
1.5	La gouvernance économique mondiale depuis 1991	5
1.6	Problèmes mondiaux, solutions mondiales?	7

I La gouvernance économique et politique mondiale.

I.1 L'instauration du système de Bretton Woods

Face à la situation catastrophique du monde à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis font tout pour garantir la reconstruction de l'économie mondiale. Un étalon change-or est institué à l'issue de la conférence de Bretton Woods. Les États-Unis s'engagent à assurer la parité-or de leur monnaie, et les autres pays à assurer la parité avec le dollar. La stabilité monétaire ainsi mise en place garantira la croissance économique internationale indispensable au maintien de la paix mondiale. Deux institutions internationales assurent le fonctionnement de ce système : le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Le FMI fournit aux États, en cas de la crise financière, des liquidités permettant d'éviter l'assèchement du crédit et donc l'effondrement du secteur bancaire. Toute dévaluation doit obtenir l'accord préalable du FMI. Fondée sous le nom de Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), le 27 décembre 1945, la Banque mondiale doit permettre la reconstruction de l'Europe et du Japon après la guerre.

Ces deux institutions sont financées par les contributions des États membres, calculées en fonction de leur richesse et de leur rôle dans le commerce mondial. En échange de cette contribution, les États reçoivent des droits de vote proportionnels à leur contribution. Cette structure est donc favorable aux pays riches et en partie les États-Unis.

D'un point de vue économique, les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), signé le 30 octobre 1947 par 23 États assurant 50% du commerce mondial. L'objectif reste la mise en place du libre-échange mais par l'intermédiaire de négociations commerciales multilatérales (rounds) sur les droits de douane. En 1947, les taxes sur les produits industriels représentent 40% contre seulement 10% en 1971. La valeur des exportations de marchandises passe de 58 milliards de dollars à 579 milliards de 1948 à 1976.

En raison de l'organisation du nouveau système économique international, les États-Unis se trouvent en position de force. Ils constituent les premiers contributeurs et disposent des plus importants droits de vote au FMI (25% en 45) et à la Banque mondiale. Ces deux organisations sont d'ailleurs basées à Washington. Le système de Bretton Woods consacre la supériorité du dollar, seule monnaie convertible en or et monnaie des échanges internationaux. Cependant, les difficultés de la reconstruction de l'Europe et du Japon entraînent un déficit commercial de ces régions vis-à-vis des États-Unis et donc un manque de liquidités (dollar gap). Cette situation menace la prospérité des États-Unis qui lancent le plan Marshall d'un montant de 12 milliards de dollars, en 1947, pour accélérer la reconstruction. Rempart contre la menace soviétique, l'aide américaine permet l'ouverture du marché européen aux produits américains. Dès 1960, les deux tiers des investissements directs des entreprises américaines à l'étranger concernent l'Europe des Six. La suprématie américaine sur l'ordre économique international rencontre des limites.

Le monde communiste, conduit par l'URSS et la République populaire de Chine, s'érige contre le capitalisme occidental et l'impérialisme américain. Les pays socialistes fondent, en 1949, le Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM ou COMECON). De même, les em-

pires coloniaux en sont exclus car maintenus dans un système de préférence impérial. Lors de la conférence de Bandung (1955), les pays non-alignés nouvellement indépendants réclament un système économique international plus juste. Dans le contexte de la lutte contre le communisme, la Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA), multiplie les projets de développement (infrastructures, éducation, santé...).

En 1960, la création de l'OPEP montre que les producteurs de pétrole veulent peser sur les prix d'une énergie indispensable au commerce. Dans le même temps, l'ONU fonde la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) en 1964 et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) en 1966 afin d'aider ces pays en développement. En 1965, le général De Gaulle s'insurge contre le système monétaire international qui accorde aux Etats-Unis la possibilité d'émettre des dollars pour régler leurs dettes et financer leurs investissements. Il teste la puissance américaine en exigeant la conversion en or des dollars détenus en France. Pour assurer la paix après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis organisent un nouvel ordre économique à la tête duquel ils se trouvent. Mais la quantité de dollars en circulation est depuis les années 1960 supérieure aux réserves d'or des Etats-Unis.

1.2 La fin du système de Bretton Woods

Le système de Bretton Woods permet la reconstruction de l'Europe occidentale et du Japon même si la stabilité des monnaies est difficile à assurer (dévaluations en France en 1958 et 1969, au Royaume-Uni en 1949 et 1967...). De plus, dès 1961, la quantité de dollars circulant dans le monde est supérieure au stock d'or détenue par la FED (Banque centrale américaine, fondée en 1913). En effet, la guerre froide et le déficit commercial sont financés par l'émission de dollars qui sont ensuite reconvertis en or par les autres nations. Pour maintenir la compétitivité des Etats-Unis et éviter l'épuisement des réserves d'or américaines passées de 24 à 10 milliards de dollars entre 1944 et 1968, le président américain Nixon décide, le 15 août 1971, de surtaxer de 10% toutes les importations américaines, ce qui revient à dévaluer le dollar dont la convertibilité en or est suspendue. Cette décision est prise sans consulter les autres nations, ni le FMI. A partir de 1973, il n'y a plus de parité fixe entre les monnaies : leur valeur est déterminée sur le marché des changes selon l'étalon-dollar. En 1976, les accords de Kingston mettent fin à la parité or-dollar et démonétisent l'or qui devient une marchandise. Le système économique mondial passe donc sous le contrôle des marchés financiers. Les entreprises cherchent à accroître leurs profits sous la pression de ceux-ci et procèdent à des délocalisations qui bénéficient aux NPI, en particulier d'Asie.

Les progrès dans les transports facilitent la mise en place d'une nouvelle division internationale et donc les échanges : les exportations de marchandises passent de 579 à 1 838 milliards de dollars entre 1976 et 1983. Face aux conséquences économiques des deux chocs pétroliers, les États se replient sur eux-mêmes renonçant à une recherche de solutions communes. Les négociations du GATT piétinent, car les États ou les organisations régionales s'opposent à de nouvelles baisses des barrières douanières qui affaibliraient leurs économies. Cependant, la fin du système monétaire international bénéficie aux États-Unis qui financent leur déficit public et commercial en émettant massivement des bons du Trésor et ils demeurent la grande

puissance du système monétaire occidental, car le dollar est toujours la devise des échanges internationaux.

1.3 Un GATT à bout de souffle

Face à la crise des années 1970, le GATT montre ses limites, car il ne dispose pas de moyens de sanction contre les infractions au libre-échange et il ne concerne quasiment que l'industrie laissant de côté l'agriculture et les services. Par conséquent, deux nouvelles formes de coopération économique se mettent en place. D'un côté, les pays les plus riches mettent en place une coopération intergouvernementale. En 1975, sous l'impulsion du président français Giscard d'Estaing, les chefs d'Etat et de gouvernement de la RFA, de l'Italie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Japon se réunissent et négocient « au coin du feu » à Rambouillet au sein du G6. Rejoints par le Canada, ils forment, en 1976, le G7. Cependant, les résultats sont médiocres en raison des intérêts divergents des États membres et de l'exclusion d'une majorité des États mondiaux de la gestion économique mondiale. D'autre part, les pays du Tiers-monde coopèrent également.

Depuis les conférences de Bandung (1955) et de Belgrade (1961), le mouvement des pays non-alignés s'est organisé dans la seule institution internationale qui les rend visibles, l'ONU. Regroupés en un G77, ils réclament, en 1974, un « nouvel ordre économique international » plus juste en leur faveur : il s'agit de sortir du système économique hérité de la colonisation et fondé sur l'exportation des matières premières dont les prix sont soumis aux aléas du marché. Ils demandent aussi à participer à la gouvernance économique mondiale et à ne plus subir des décisions prises par les pays du Nord au sein du FMI, du G7 ou du GATT. Ils obtiennent ainsi le principe de préférence généralisé qui protège leur marché intérieur tout en favorisant l'exportation de leurs productions. De plus, les pays riches s'engagent à soutenir leur développement par l'Aide publique au développement (APD) d'un montant de 1% du PIB des pays riches.

Cependant, ces victoires sont à relativiser. La préférence généralisée bénéficie surtout aux entreprises du Nord qui délocalisent leurs productions dans les pays pauvres et bénéficient ainsi des avantages liés à l'exportation. Quant à l'APD, elle n'atteint jamais les 1% promis compte tenu de la crise économique qui touche les pays riches. Des collaborations intergouvernementales s'organisent pour faire face à la crise mais, à partir des années 1980, l'idéologie néolibérale va réduire le pouvoir de régulation économique des États.

1.4 Libéralisme des années 1980

Contrairement au choix du protectionnisme dans les années 1930, les États industrialisés, à partir des années 1980, font le choix du libéralisme pour résister à la crise. Cette différence de politique économique est le résultat d'une révolution conservatrice de la part des économistes néolibéraux. Théorisé par Milton Friedman, Arthur Laffer ou Jacques Rueff, le néolibéralisme dénonce le rôle de l'État-providence, tenu responsable de la crise économique, et prône l'autorégulation des marchés. Le président américain Reagan (1980-1988) et le Premier

ministre britannique Thatcher (1979-1990) favorisent la privatisation des services publics, la défiscalisation et la déréglementation des échanges. Le recul de la régulation publique et l'informatisation des marchés favorisent la libre-circulation des capitaux et les délocalisations, ce qui conduit à la naissance d'une globalisation financière. L'extension du commerce mondial s'organise, sous l'arbitrage du GATT.

Les flux d'IDE passent de 25 à 200 milliards de dollars. Les firmes transnationales multiplient les filiales à l'étranger. Mais, le chômage de longue durée augmente fortement et la régulation des marchés est transmise à des acteurs non étatiques (agences de notation, banques centrales, clubs de réflexion et d'influence) qui agissent avant tout dans leur intérêt plutôt que dans celui des populations. Les organisations régionales se multiplient et prennent le pas sur les institutions internationales qui se révèlent incapables de lutter contre la crise. Ces organisations se tournent alors vers le soutien aux pays en développement qui subissent une forte crise de la dette. En effet, ils se sont endettés pour financer leur développement et, avec la baisse du prix des matières premières, ils se trouvent dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. Le FMI impose des politiques d'ajustement structurel basées sur le « consensus de Washington » et d'inspiration néolibérale. Il s'agit de plans de reprise économique fondés sur la restriction des dépenses publiques par le biais de privatisations et sur l'ouverture des échanges.

En 1990, le FMI, la Banque mondiale et les États-Unis incitent les pays en voie de développement à adopter la libéralisation des marchés financiers. Ces politiques sont fortement critiquées en raison d'un coût social important et du sentiment de la part des pays du Sud de subir la domination du Nord. Par conséquent, certains États recherchent à obtenir une indépendance financière en remboursant leur dette le plus rapidement possible ou réclament une gouvernance mondiale plus équilibrée.

1.5 La gouvernance économique mondiale depuis 1991

La dissolution de l'URSS en 1991 permet l'accomplissement du libre-échange. Les pays de l'Est transitent vers une économie libérale, et la Russie entre au FMI en 1992. La fin du bloc communiste renforce la mondialisation : exportations multipliées par 8 entre 1983 et 2009, accords de Marrakech en 1994 permettent la réduction des tarifs douaniers, la libéralisation des services et la libre-concurrence dans le domaine agricole. En 1995, le GATT cède la place à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), doté d'une autorité supranationale pour régler les différends entre États et infliger des sanctions, bien que les pays pauvres y soient globalement défavorisés (en raison des procédures administratives longues et coûteuses). Ainsi, les pays industrialisés maintiennent une forme de protectionnisme tout en encourageant une ouverture des marchés des PED au nom du libre-échange. Enfin, ses décisions sont limitées par la multiplication des accords régionaux comme l'UE ou l'ALENA.

Les années 1990 sont aussi marquées par l'émergence de nouvelles puissances économiques, les BRICS. (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Celles-ci connaissent une forte croissance économique et attirent les IDE, bouleversant ainsi la hiérarchie économique mondiale. Ils réclament donc un rôle nouveau dans la gouvernance économique mondiale. La Chine demande ainsi aux pays riches la maîtrise des déficits publics, mais refuse de réévaluer

sa monnaie afin de rester compétitive. En 1997, la Russie intègre le G7 qui devient alors le G8. En 1999, le G8 est rejoint par 11 pays émergents et par l'Union européenne pour donner naissance au G20. Cet élargissement de la gouvernance mondiale est, cependant, à nuancer, car il ne concerne qu'un nombre limité d'Etats et son fonctionnement est toujours soumis aux intérêts des Etats.

Après le 11 septembre, le forum de Davos, le G8 et le G20, se donnent pour priorité la lutte anti-terroriste, la sécurité et le rétablissement de la confiance des marchés. Après la crise financière de 2008, les États du G8 et l'Union européenne renflouent les banques privées afin de maintenir les disponibilités de crédit pour les entreprises et les particuliers. Cette politique conduit à une augmentation dangereuse des dettes publiques dans les pays développés, et la récession une diminution de la demande pour les pays en développement. Pour faire face à la crise, le G20, en 2009, décide de coordonner les efforts de ses États membres. Cependant, son action est critiquée en raison du manque de représentativité et du cérémonial fastueux de cet organisme intergouvernemental. Entre autres actions, le G20 renforce les pouvoirs du FMI et de la Banque mondiale. Ainsi, depuis 2010, les droits de vote des nations émergentes ont été accrues pour accroître leur représentativité (Chine passant de 3,98 à 4%, Inde de 1,94 à 2,44%...).

Cependant, le manque de transparence et de démocratie de ces institutions ainsi que leur attachement à des politiques libérales limitent l'influence de ces deux institutions. L'OMC tente aussi de relancer la croissance mondiale et de réduire les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Par exemple, en 2003, elle autorise les PED à copier les médicaments brevetés dans les pays riches. Mais, elle doit toujours faire face aux oppositions entre nations. Enfin, le round de Doha (2001-2006) s'est heurté au blocage des négociations face au refus des pays développés de libéraliser leur agriculture.

Enfin, l'ONU s'affirme progressivement comme un acteur de la régulation mondiale par l'intermédiaire d'institutions en charge de l'économie comme le PNUD ou l'OIT mais aussi de conférences ou d'accords internationaux concernant le développement durable (protocole de Kyoto en 2005, par exemple). À côté des organismes étatiques et dans le contexte néolibéral des années 1980, le mouvement antimondialiste fait son apparition. Diverses ONG, associations ou syndicats dénoncent les dérives sociales et environnementales de la mondialisation libérale. Ils critiquent l'action des acteurs de la finance défendant les intérêts des plus riches. En 1999, la mobilisation antimondialiste apparaît au grand jour : 40 000 personnes manifestent lors d'un sommet de l'OMC à Seattle (Etats-Unis) contre la « dictature des marchés financiers ». La même année, les institutions internationales réagissent. Au forum économique mondial de Davos (Suisse), le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, propose un pacte mondial entre l'ONU et les milieux d'affaires.

Reconnus comme acteurs majeurs de la gouvernance économique mondiale, certains dirigeants des FTN s'engagent à respecter les droits de l'homme, les normes internationales du travail et de l'environnement. Mais, ces promesses apparaissent trop limitées et, en 2001, contre Davos, le premier Forum social mondial se réunit à Porto Alegre (Brésil). Rassemblés sous le slogan « Un autre monde est possible », des dizaines de milliers d'antimondialistes deviennent altermondialistes. Plutôt que rejeter la mondialisation, il s'agit de proposer les

règles d'un commerce mondial solidaire, éthique et écologique.

1.6 Problèmes mondiaux, solutions mondiales ?

L'ONU dispose d'une influence relativement limitée pour assurer la gouvernance mondiale. L'hyperpuissance américaine n'agit pas toujours selon ses recommandations. De plus, les États-Unis ont cessé de financer l'UNESCO en 2017 ainsi que l'OMS en 2021. Les institutions rattachées à l'ONU sont dépendantes du financement des États.

L'environnement constitue un problème mondial majeur. En 1972, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a été créé, avec un rôle de contrôle, de surveillance de l'environnement et de réflexion sur ces questions. Il y a eu en parallèle et sans vraie organisation structure, le développement d'accords multilatéraux environnement dont le but d'unir l'action des pays autour d'un point spécifique. Certains accords ont pu vraiment être très efficaces comme la Convention de Vienne qui a permis de protéger la couche d'Ozone en évacuant les gaz destructeurs. D'autres comme ceux sur la protection de la biodiversité, beaucoup moins.

La lutte contre le changement climatique se construit chaque année au cours des Conférences des parties (COP). Ces conférences regroupent les pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Globalement, la gouvernance écologique reste lacunaire et sans cohérence de fond, avec une absence de réel pouvoir coercitif. Le protocole de Kyoto est adopté en 1997, mais est entré en vigueur uniquement à partir de 2005. Il introduit des objectifs chiffrés de réduction d'émission de gaz à effets de serre. Cependant, le protocole n'a été ratifié que par un très petit nombre de pollueurs, et le deuxième accord en 2012 connaît un échec cuisant pour parvenir à rassembler plus de pays.

Les accords de Paris, signés en 2015 et ratifiés en 2016, ont plusieurs objectifs : désinvestir des énergies fossiles, limiter le réchauffement climatique au maximum à l'horizon 2100, neutralité carbone, plancher de 100 milliards de dollars pour l'aide climatique aux pays en développement. L'accord a été ratifié par 197 pays ce qui est une avancée majeure, mais l'accord est peu contraignant en plus d'avoir des objectifs peu crédibles, surtout relativement à l'augmentation des températures.

La crise des réfugiés en 2015 en Europe a souligné l'importance de la question migratoire. En plus des migrations liées aux guerres, les réfugiés climatiques seront amenés à être beaucoup plus nombreux selon les prédictions de l'ONU. En 2018, le pacte de Marrakech (Pacte mondial sur les migrations) a été une tentative de gestion commune de la crise, ayant globalement échoué faute de coopération des États-Unis.

